

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité SIG - 16 novembre 2014

1. Sivens : peu de reproches sur la gestion de l'affaire

⇒ Une nette majorité de Français (57%) estime que *« le gouvernement a eu raison de prendre le temps d'attendre que l'enquête avance avant de reconnaître la responsabilité des forces de l'ordre »* ; contre 40% jugeant que *« le gouvernement aurait dû immédiatement présenter tous les éléments de l'enquête à sa disposition »*. Les sympathisants PS sont 68% à comprendre que le gouvernement ait attendu, les sympathisants EELV 72% (petit échantillon).

⇒ Pour autant, le climat de défiance et de doute vis-à-vis de la parole se manifeste : **56% des Français ne pensent pas que « les pouvoirs publics aient dit toute la vérité en ce qui concerne les circonstances du décès de Rémi Fraisse » (contre 41% oui)**. Seuls les sympathisants PS (60%) et UDI estiment en majorité que le gouvernement a dit toute la vérité.

- *A la suite des résultats des semaines passées, qui relevaient une importante demande d'ordre – y compris à gauche – et une conscience des difficultés des conditions d'action des policiers et gendarmes, les Français ne critiquent pas la gestion des suites du drame de Sivens. Les polémiques politiques sont certainement bien décryptées comme telles.*
- *S'agissant du délai entre le décès et les premières expressions publiques, aucun des verbatims recueillis immédiatement après ne le notait. Il est probable qu'une large part des Français (dont l'exposition médiatique n'est pas continue) n'ait pris conscience du drame qu'au moment des premières déclarations. L'accusation de manque de réactivité, non-ressentie spontanément, semble ainsi avoir du mal à prendre.*
- *La suspicion générale envers la parole politique pourrait en revanche constituer un handicap plus important pour la suite. Les efforts pour convaincre que le gouvernement assure la transparence des faits et l'indépendance de la justice paraissent devoir être poursuivis.*

2. Non-augmentation d'impôts : une méfiance très installée

⇒ **88% des Français ne croient pas à l'annonce du Président de ne pas augmenter les impôts à partir de l'an prochain, dont 60% « pas du tout »**. Ces chiffres sont supérieurs à la mesure effectuée cette semaine par Opinionway (76%), dont le terrain s'était déroulé juste avant les déclarations de C. Eckert. Même les **sympathisants de gauche** n'y croient pas (76% des électeurs socialistes, 81% pour l'ensemble de la gauche).

Autre signe de la méfiance fiscale : **57% des Français estiment qu'ils paieront « davantage » d'impôts l'an prochain, contre 35% « autant » et 7% « moins »**. A gauche, 48% croient qu'ils paieront plus d'impôts l'an prochain, 41% autant ; seuls 10% pensent qu'ils en paieront moins.

- *La fiscalité reste un terrain d'opinion difficile pour des annonces, tant l'incrédulité reste élevée. Dans des représentations qui mêlent impôts prélevés par l'Etat, cotisations, taxes, et impôts locaux, il n'est pas certain qu'une clarification du champ de la promesse soit audible. Si les médias n'y reviennent pas, il est en revanche possible qu'elle s'efface assez vite aux yeux de l'opinion – ce qui n'enlèvera rien aux reproches concernant des hausses futures, mais plus pour ce qu'elles sont que pour avoir brisé une parole vue comme peu crédible.*

3. Prestations sociales : préférence pour réserver l'accès aux contributeurs, mais soutien à l'AME

⇒ **75% des personnes interrogées** disent approuver la décision de la CJUE selon laquelle *« les Etats européens ne sont pas obligés d'accorder des aides sociales à des citoyens d'autres pays européens qui ne cherchent pas d'emploi »* – résultats qui font écho aux reproches adressés aux systèmes de solidarité d'une part, aux représentations de l'immigration d'autre part.

Si un **clivage gauche-droite** existe (86% des électeurs de N. Sarkozy et 81% de ceux de M. Le Pen), les scores sont **également élevés à gauche** (74% des électeurs de premier tour de 2012 ; 66% de l'ensemble des sympathisants de gauche).

⇒ **L'aide médicale d'Etat reste pour sa part majoritairement soutenue (57%), mais divise politiquement** : après avoir précisé *« qu'en France, les étrangers sans emploi en situation irrégulière ne bénéficient plus d'aides au bout de trois mois de séjour, en dehors de l'Aide médicale d'Etat »*, **72% des sympathisants de gauche sont opposés à sa suppression ; 60% des sympathisants de droite et 67% de ceux du FN la demandent.**

Ce clivage est sans doute largement dû à la politisation et aux campagnes menées à droite sur le sujet. Car **les sympathisants de droite, interrogés non plus sur le principe de l'AME mais sur ses raisons, s'y montrent bien plus favorables** :

- 66% des Français et 61% des sympathisants de droite jugent « convaincant » l'argument selon lequel *« l'AME est une mesure d'hygiène publique qui permet de protéger l'ensemble des Français contre le retour de certaines maladies, comme la tuberculose »*.
 - 65% (59% des sympathisants de droite) estiment que *« l'AME est une mesure d'humanité et de solidarité nécessaire envers les personnes en situation de détresse »*.
 - 58% (53% des sympathisants de droite) acceptent que *« l'AME permet de soigner des personnes avant que leur état ne soit grave et que les soins coûtent donc plus cher à l'Etat »*.
- *Quelques traits d'acceptation des discours sur les systèmes de solidarité se retrouvent dans ces résultats : rigueur dans l'attribution des prestations ; contribution, même symbolique, au système pour bénéficier de l'accès ; réticences à une solidarité élargie par principe mais acceptation des raisons pragmatiques.*